

+0,6 %

C'EST ÇA LE CHANGEMENT ?

Le gouvernement a annoncé une hausse du Smic de 2 %, en fait 0,6 % si on tient compte de l'inflation. Le salaire net des smicard-e-s va donc être revalorisé de 6,58 €, ils pourront s'offrir une place de cinéma à tarif réduit pour rêver d'une autre vie. Ce soit-disant coup de pouce n'est en réalité qu'une dérisoire pichenette.

INJUSTE

Cette annonce est un sévère coup de froid pour tous ceux qui espéraient un tournant dans la politique salariale.

Ce n'est pas une bonne nouvelle pour toutes celles et tous ceux qui sont privés d'une juste rémunération de leur travail – singulièrement les femmes qui représentent l'essentiel des smicards et des bas salaires.

C'est un mauvais signe envoyé aux 2,5 millions de femmes et d'hommes qui doivent boucler le mois avec moins de 1100 euros. C'est loin de ce que peuvent attendre celles et ceux n'ayant qu'un temps partiel imposé, ici aussi surtout des femmes.

INNEFFICACE

Ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'économie nationale. C'est un **signal d'austérité qui ne dit pas son nom**. Il faut, au contraire, changer de cap. Les politiques d'austérité ont fait preuve de leur inefficacité, partout en Europe. **Prenons-les à rebrousse poil : c'est l'augmentation des salaires qui relance la croissance par la consommation.**

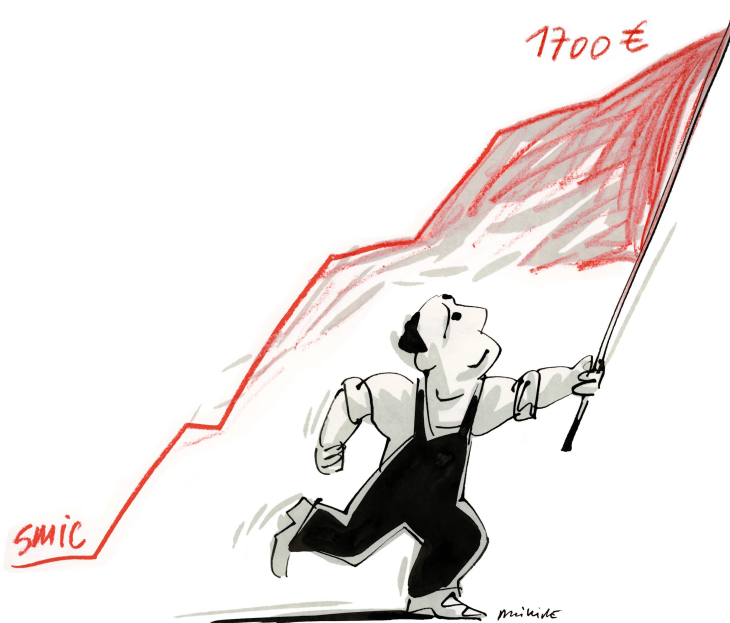
Face à la crise et aux politiques d'austérité, en réponse aux attentes populaires pour une amélioration concrète des conditions de vie, le

gouvernement avait, avec une vraie hausse du salaire minimum, la possibilité d'agir efficacement dans trois directions.

Premièrement sur la question salariale. Elle est au cœur, depuis le 6 mai, du changement attendu en terme de justice sociale.

Deuxièmement, s'inscrire dans l'indispensable rupture avec l'austérité qui nourrit la crise à l'échelle européenne en brisant la croissance que le Président de la république appelle pourtant de ses vœux.

Troisièmement, en finir avec les dogmes néolibéraux qui font du « coût du travail » la cause des déficits commerciaux de la France. En réalité, ce sont les « coûts en capital » qui minent l'efficacité productive: en 2010, les charges d'intérêts payés aux banques et les dividendes versés aux actionnaires par les sociétés ont atteint 309 milliards d'euros.



Les calculs les plus savants ne feront en rien disparaître une réalité : **le salaire minimum est une grande conquête** sociale qui, après 5 années de Sarkozysme, méritait bien autre chose que ce 2 % qui apparaît aujourd'hui comme un renoncement.

Une hausse du Smic à 1700 euros brut est parfaitement soutenable à condition, comme le proposent le PCF et ses partenaires du Front de gauche, d'**instaurer un salaire maximum** dans

les entreprises publiques et privées et de réduire l'écart entre le plus bas et le plus haut salaire de manière à ne pas dépasser 1 à 20.

La hausse des salaires est parfaitement réalisable en taxant les profits financiers et en aidant les PME.

La mise en place d'un pôle public bancaire permettra de revoir les politiques de crédit et de **soutenir les entreprises qui créent des emplois, forment leurs salarié-e-s et innovent.**



Le Front de gauche ne lâchera pas sur cette question. Nous serons vigilants sur ce qui sortira de la conférence sociale de la mi-juillet.

Et nous sommes déterminés à engager une campagne nationale d'explication et de mobilisation sur les questions des salaires et du pouvoir d'achat, qui restent pour nous une priorité absolue.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :